

"@COM. EXPERTISE, GUYENNE - SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE"
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
AU CAPITAL DE 7.622,45 EUROS
SIEGE SOCIAL : 4, PLACE MARTIGNAC
47800 MIRAMONT DE GUYENNE
R.C.S. MARMANDE B 348.294.638
SIRET 348 294 638 00054 – CODE APE 741 C

PROCES-VERBAL de la REUNION
de L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
du 11 OCTOBRE 2002

L'an deux mille deux,
Le vendredi onze octobre,
A 20 heures,

les associés de la société "@ COM. EXPERTISE, GUYENNE — SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE", Société à Responsabilité Limitée au capital de 7.622,45 EUR, divisé en 500 parts de 15,24 EUR chacune, dont le siège social est 4, Place Martignac – 47800 MIRAMONT de GUYENNE, immatriculée au RCS de MARMANDE sous le numéro B 348 294 638, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au cabinet @COM. EXPERTISE, 7 Boulevard Danton – 47300 Villeneuve sur lot.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick MAURI, cogérant. Monsieur le président constate que sont présents :

Monsieur Alain PECHMAGRE-CAMINADE

à concurrence de CENT SOIXANTE SIX (166) parts,
numérotées de 01 à 109, de 443 à 499, ci..... 166 PARTS

Monsieur Jean AUDUBERT à concurrence de

CENT SOIXANTE SIX (166) parts,
Numérotées de 210 à 309, de 333 à 342, de 387 à 442, et 500, ci 166 PARTS

Monsieur Patrick MAURI à concurrence de

CENT SOIXANTE HUIT (168) parts,
Numérotées 112 à 209, de 310 à 332 et de 342 à 386, ci 166 PARTS

Monsieur David PIQUER à concurrence de

DEUX (2) parts, numérotées de 110 à 111, ci 2 PARTS

Soit la totalité des

A 916

500 PARTS

7 2 11 11 11 11

88 B 84

Seuls associés de la Société et représentant en tant que tels la totalité des parts sociales composant le capital de la Société.

L'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance,
- Expression du capital social en euros,
- Augmentation de capital social en numéraire,
- Constatation de sa réalisation,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance et ouvre la discussion. Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide de convertir en unités euro la valeur nominale des 500 parts composant le capital social qui s'élève actuellement à cent (100 F) francs par application du taux officiel de conversion qui s'élève à un euro pour 6,55957 francs.

La valeur nominale ressort ainsi à 15,24490 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés décide d'augmenter le montant de la valeur nominale des parts à la somme de CENT (100) EUROS par part, ce qui fait au total une différence de QUARANTE DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX SEPT (42.377,55) EUROS.

La collectivité des associés décide en conséquence d'augmenter le capital social de 42.377,55 € pour le porter de 7.622,45 EUR à CINQUANTE MILLE (50.000) EUR par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte «Réserve Facultative ».

Il sera divisé en 500 parts sociales de 100 EUR chacune.



Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social qui est de cinquante mille (50.000) EUR, divisé en cinq cent (500) parts de cent (100) EUR chacune entièrement libérées, d'une somme de vingt un mille cinq cent (21.500) EUR et de le porter ainsi à SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT (71.500) EUR par la création de deux cent quinze (215) parts nouvelles de cent (100) EUR chacune, et à libérer intégralement au moyen de versements en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

En plus et en dehors de la valeur nominale, une prime de DEUX CENT VINGT SIX (226) EUR devra être versée lors de la souscription de chaque part.

Le montant total de ces primes sera porté à un compte intitulé « prime d'émission » sur lequel les droits des associés, anciens et nouveaux, seront proportionnellement à leurs droits, égaux. La collectivité des associés décidera de toute affectation à donner à ce poste du bilan.

Les parts nouvelles seront créées avec jouissance à compter du 30 juin 2002. Elles seront alors complètement assimilées aux parts anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de réserver la totalité de l'augmentation de capital décidée dans la résolution qui précède à :

- ❑ La société KAD FINANCIERE, société à responsabilité limitée, société de participations d'expertise comptable, au capital de 7.500 euros, dont le siège social est 7, Boulevard Danton 47300 Villeneuve sur Lot, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Villeneuve sur lot sous le numéro B 443 345 657,
- ❑ Monsieur David, Jean, Robert PIQUER, Né le 10 mars 1970 à TULLE (19), Demeurant 27, Rue de la Liberté – 33500 LIBOURNE, De nationalité française, Marié sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un contrat de mariage reçu le 11 août 2000 par Me Rémi CAPMAS, Notaire associé à VILLENEUVE sur LOT (47), préalable à son union célébrée à la Mairie de Saint Loubès (33) le 02 septembre 2000 avec Madame Karine DUPUY ; Lequel régime n'a subi aucune modification depuis. Inscrit ; Expert-Comptable inscrit au tableau de l'ordre de BORDEAUX.

N° 20

La société SARL KAD FINANCIERE et Monsieur David PIQUER ont libéré intégralement le montant de leur souscription en numéraire.

L'Assemblée Générale, en conséquence de la résolution précédente, constate :

- que les 215 parts nouvelles sont immédiatement souscrites :
 - A hauteur de 178 parts sociales par la société KAD FINANCIERE,
 - A hauteur de 37 parts sociales par M. David PIQUER.

Total égal au nombre de parts nouvelles.... (215) parts

L'Assemblée Générale constate en outre :

- que la somme de 58.028 euros correspondant au montant de la souscription en numéraire de la Société KAD FINANCIERE, a été déposée le 11/10/2002 à la Banque Populaire du Quercy et de l'Agenais, Agence de Villeneuve sur lot, en un compte intitulé «augmentation de capital» ouvert au nom de la société, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque annexé aux présentes.

- que la somme de 12.062 euros correspondant au montant de la souscription en numéraire de Monsieur David PIQUER, a été déposée le 11/10/2002 à la Banque Populaire du Quercy et de l'Agenais, Agence de Villeneuve sur lot, en un compte intitulé «augmentation de capital» ouvert au nom de la société, ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque annexé aux présentes.

- que l'augmentation de capital est ainsi régulièrement et définitivement réalisée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale décide de modifier les articles 06 et 08 des statuts dont la rédaction est désormais la suivante :

ARTICLE 06 – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

Il est ajouté l'alinéa suivant :

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11/10/2002, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 42.377,55 EUR, par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte « Réserve Facultative ».

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11/10/2002, il a été apporté en numéraire la somme de 21.500 EUR correspondant à la libération intégrale du nominal des parts nouvelles. De plus, une somme de 48.590 EUR correspondant à la prime d'émission a également été apporté.

ARTICLE 08 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT (71.500) EUR.

Il est divisé en SEPT CENT QUINZE (715) parts sociales de CENT (100) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 01 à 715 inclus, intégralement libérées et réparties aux termes de divers actes de cession de parts en date des 02.01.1989, 25.01.1990, 30.03.1991, 15.06.1993, 16.03.1998, 08.06.1998 et 17.11.2000, et de diverses augmentations de capital, entre les associés comme suit :

- **Monsieur Alain PECHMAGRE-CAMINADE**
à concurrence de CENT SOIXANTE SIX (166) parts,
numérotées de 01 à 109, de 443 à 499, ci 166 PARTS
- **Monsieur Jean AUDUBERT** à concurrence de
CENT SOIXANTE SIX (166) parts,
numérotées de 210 à 309, de 333 à 342, de 387 à 442, et 500, ci..... 166 PARTS
- **Monsieur Patrick MAURI** à concurrence de
CENT SOIXANTE HUIT (168) parts,
numérotées de 112 à 209, de 310 à 332 et de 342 à 386, ci 166 PARTS
- **La société KAD Société de participation d'expertise comptable**
à concurrence
CENT SOIXANTE DIX HUIT (178) parts,
numérotées de 501 à 678, ci 178 PARTS
- **Monsieur David PIQUER** à concurrence
TRENTE NEUF (39) parts,
numérotées de 110 à 111, et de 679 à 715 ci..... 39 PARTS
=====
- TOTAL 715 PARTS

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le gérant et les associés ou leurs mandataires.

Enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE MARMANDE
Le 21/10/2002 Bordereau n°2002/10 Case n°5

Ext 18

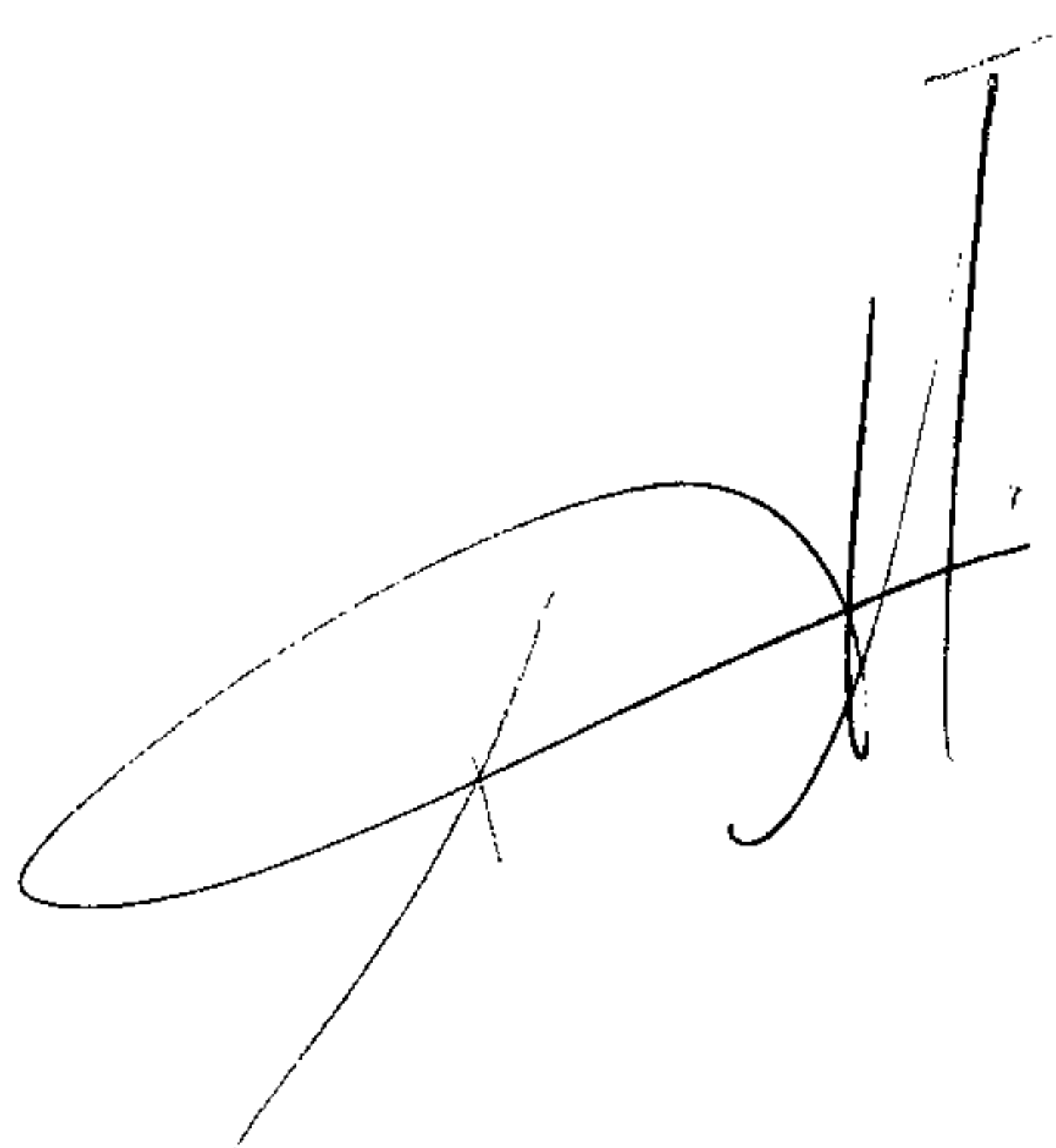
Enregistrement : 230 €

Timbre : 72 €

Total liquidé : trois cent deux euros

Montant reçu : trois cent deux euros

L'Agent



STATUTS

Adopté par acte sous seing privé du 29 juillet 1988 à Marmande (47) enregistré à la RPI d'Agén le 03 octobre 1988 folio 59 bordereau 729-1 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 02 janvier 1989 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 25 janvier 1990 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 11 juin 1990 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 30 mars 1991 - Modifié par assemblée générale extraordinaire en date du 17 octobre 1992 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 15 juin 1993 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 16 mars 1998 - Modifié par assemblée générale extraordinaire et acte de cession de parts sociales en date du 08 juin 1998 - Mise en conformité avec la Loi du 08 août 1994. Modifié par assemblée générale extraordinaire en date du 31 août 1999. Modifié par assemblée générale extraordinaire en date du 31 juillet 2000. Modifié par assemblée générale extraordinaire en date du 23 Novembre 2000.

Modifié par assemblée générale extraordinaire en date du 11/10/2002.

STATUTS

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives et réglementaires et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est **@ COM. EXPERTISE, GUYENNE – SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE.**

La société est inscrite au tableau de l'Ordre sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots " Société à responsabilité limitée " ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention "**société d'expertise comptable**" et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé 4, place Martignac à 47800 MIRAMONT DE GUYENNE.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du 02/11/1992, date du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

- M. Alain PECHMAGRE-CAMINADE apporte à la société une somme en espèces de VINGT MILLE NEUF CENT FRANCS.
- M. Jean AUDUBERT apporte à la société une somme en espèces de VINGT MILLE NEUF CENT FRANCS.
- M. Serge DESTANG apporte à la société une somme en espèces de HUIT MILLE FRANCS.
- La société AUDITEC apporte à la société une somme en espèces de DEUX CENT FRANCS.

Soit ensemble, la somme totale de CINQUANTE MILLE francs.



Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11/10/2002, le capital social a été converti en unités euro et augmenté d'une somme de 42.377,55 EUR, par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte « Réserve Facultative ».

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 11/10/2002, il a été apporté en numéraire la somme de 21.500 EUR correspondant à la libération intégrale du nominal des parts nouvelles. De plus, une somme de 48.590 EUR correspondant à la prime d'émission a également été apportée.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT (71.500) EUR.

Il est divisé en SEPT CENT QUINZE (715) parts sociales de CENT (100) euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 01 à 715 inclus, intégralement libérées et réparties aux termes de divers actes de cession de parts en date des 02.01.1989, 25.01.1990, 30.03.1991, 15.06.1993, 16.03.1998, 08.06.1998 et 17.11.2000, et de diverses augmentations de capital, entre les associés comme suit :

- **Monsieur Alain PECHMAGRE-CAMINADE**

à concurrence de CENT SOIXANTE SIX (166) parts,

numérotées de 01 à 109, de 443 à 499, ci 166 PARTS

- **Monsieur Jean AUDUBERT** à concurrence de

CENT SOIXANTE SIX (166) parts,

numérotées de 210 à 309, de 333 à 342, de 387 à 442, et 500, ci..... 166 PARTS

- **Monsieur Patrick MAURI** à concurrence de

CENT SOIXANTE HUIT (168) parts,

numérotées de 112 à 209, de 310 à 332 et de 342 à 386, ci..... 166 PARTS

- **La société KAD Société de participation d'expertise comptable**

à concurrence

CENT SOIXANTE DIX HUIT (178) parts,

numérotées de 501 à 678, ci 178 PARTS

- **Monsieur David PIQUER** à concurrence
TRENTÉ NEUF (39) parts,
numérotées de 110 à 111, et de 679 à 715 ci..... 39 PARTS

TOTAL =====
715 PARTS

Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit :

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.



Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assorties de la signature personnelle.

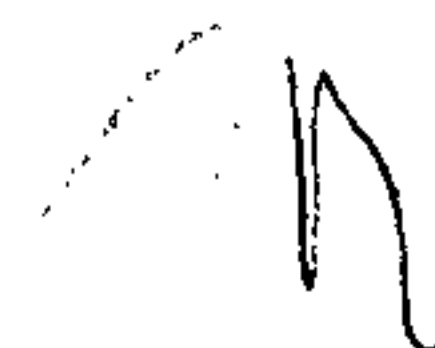
Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables pour une durée illimitée par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres



sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots " oui " ou " non ".

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.



Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin de chaque année. (AGE du 11/06/90).

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Fait à Marmande le 29 juillet 1988 enregistré à la RD d'Agen le 03 octobre 1988 folio 59 bordereau 729-1 reçu cinq cent francs.

Modifié par assemblée générale extraordinaire du 11/10/2002.

Pour copie certifiée conforme à l'original
Patrick MAURI
Co-gérant

